

C'EST MOI QUI DECIDE

Dans son édition du 3 septembre dernier, le journal l'Yonne Républicaine nous fait part d'une grogne d'élus et de parents de classes ULIS à Sens et à Saint Clément.

En effet, suite au mouvement de mai, les deux enseignantes non titulaires de ces postes ont dû participer à ce dernier et se sont retrouvées par le hasard des mutations à échanger leurs postes respectifs.

Incompréhension des parents et des élus qui estiment qu'il aurait été logique alors, de remettre ces deux enseignantes à leurs postes initiaux, ce qu'elles désiraient et où elles étaient appréciées de tou-s-tes.

« *On ne change pas le mouvement* » affirme la directrice académique. « *C'est moi qui décide de la validation des enseignants et non pas eux qui décident du lieu où ils vont exercer. Donc on n'a jamais un*

poste qui est à soi et dont on est propriétaire. Encore plus quand on n'est pas spécialisé. » ajoute-t-elle.

Voilà qui a le mérite d'être très clair.

Vous pouvez en profiter pour noter le caractère bien fragile du mouvement balayé par la sentence « *c'est moi qui décide de la validation des enseignants* ».

Nous avons pu constater l'autorité de notre bienveillante hiérarchie sur deux autres dossiers : deux enseignantes titulaires de leur poste ont été déplacées... provisoirement... (pour l'une c'est la deuxième année) sous le prétexte d'apaiser des tensions avec des parents et de... protéger ces enseignantes..., bien sûr !

Mais ces déplacements ont eu lieu contre leur volonté et surtout en l'absence de tout mouvement ou de

commission disciplinaire..., comme le fait du prince, pardon, de la princesse.

Pourtant, à Sens et à Saint-Clément, point de princesse bienveillante qui veut protéger ses enseignantes, contenter les parents, les élu-e-s et les élèves en acceptant un arrangement voulu par tou-te-s.

Cruelle ironie.

Vous avez bien compris, dorénavant dans le nouveau monde de la bienveillance, votre avis ne compte pas.

Un fonctionnaire, ça fonctionne !

Vous comprenez maintenant pourquoi Sud éducation est un syndicat qui se revendique anti-hiérarchie ?

CEKIKADI ?

« *...il est une chose qui peut intervenir à brève échéance. On l'a dit, les professeurs ne se sentent plus soutenus, voire respectés ; des propos publics les ont meurtris, les réformes nombreuses et rapprochées les désorientent. Ils ont besoin que l'institution exprime publiquement la confiance qu'elle leur fait et qu'elle crée les conditions pour qu'ils travaillent dans la sérénité.* »

- a. Un syndicat de gauch(ist)e(s)
- b. L'Inspection Générale de l'Éducation Nationale
- c. Jean-Michel Blanquer
- d. Jean-Luc Mélenchon

Réponse : b. Et oui, c'est pas nous konlatit !! Voir le rapport sur « Les composantes de l'activité professionnelle des enseignants outre l'enseignement dans les classes » publié en juillet 2012 par l'IGEN (dispo sur sudepeducation89.org)

1. « La performance ne saurait davantage être un tabou du service public. » 2. « Personne ne pourra me suspecter de ne pas être business friendly. » 3. « C'est le système le plus bottom-up de la Terre, la démocratie. »

- a. Un banquier d'affaires
- b. Le Président de la République
- c. Emmanuel Macron

Réponse : Toutes. Et oui, il y avait un piège !! Toutes les réponses sont bonnes puisqu'il ne s'agit que d'une seule et même personne. https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron-la-culture-de-l-entreprise-a-l-elysee_2730609.html

